

# **Demande de renseignements généraux**

**Étude des crédits 2021-2022**

## **CAHIER DE DOCUMENTATION POUR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE**

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

---

**Table des matières**

- 1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2020-2021 :**
  - a) les endroits et dates de départ et de retour;
  - b) la copie des programmes et rapports de mission;
  - c) les personnes rencontrées;
  - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
  - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
  - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
  - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
    - les détails de ces ententes;
    - les résultats obtenus à ce jour.
  - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
  - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
  - j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts;
  - k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions.
- 2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2020-2021 :**
  - a) les raisons du déplacement;
  - b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
  - c) les coûts ventilés;
  - d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
  - e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
- 3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :**
  - a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021; et les prévisions pour 2021-2022;
  - b) les noms des firmes de publicité retenues;
  - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
  - e) le but visé par chaque dépense;
  - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
  - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
- 4. Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :**
  - a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022;
  - b) les noms des firmes de publicité retenues;
  - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
  - e) le but visé par chaque dépense;
  - f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée.

**Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.**

**5. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :**

**Par le cabinet ministériel :**

- a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2020-2022, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

**Par le ministère ou l'organisme :**

- e) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

**Par un professionnel ou par une firme externe :**

- i) les sommes dépensées 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;
- o) Si l'événement s'est tenu virtuellement.

**6. La liste des dépenses en formation de communication :**

**Organisée par le ministère ou l'organisme :**

- a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

**Donnée par un professionnel ou une firme externe :**

- d) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

**7. La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :**

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022 ;
- b) le but visé par chaque dépense ;
- c) la nature de la formation ;
- d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation ;
- e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.

**8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :**

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

**Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.**

- 9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :**
- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
  - b) la grille d'évaluation des soumissions;
  - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
  - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
  - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
- 10. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 :**
- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
  - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
  - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
  - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
  - e) une description de son mandat;
  - f) la date de début de son contrat;
  - g) la date prévue de fin de son contrat;
  - h) sa rémunération annuelle.
- 11. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :**
- a) le nom du projet;
  - b) la nature du projet;
  - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
  - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
  - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
  - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
  - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
  - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
  - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
  - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet.
  - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
    - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
  - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
  - m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2020-2021.

- 12. Pour chaque projet de développement informatique infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :**
- a) le nom du projet;
  - b) la nature du projet;
  - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
  - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
  - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
  - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
  - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
  - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
  - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
  - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
  - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
    - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organismes et les firmes externes pour ces consultants;
  - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- 13. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :**
- a) la photocopie;
  - b) le mobilier de bureau;
  - c) l'ameublement;
  - d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
  - e) le distributeur d'eau de source;
  - f) le remboursement des frais de transport;
  - g) le remboursement des frais d'hébergement;
  - h) le remboursement des frais de repas;
  - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
  - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
    - I. au Québec;
    - II. à l'extérieur du Québec.
- 14. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2020-2021, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :**
- a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
  - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
  - c) les coûts d'acquisition des appareils;
  - d) le coût d'utilisation des appareils;
  - e) le coût des contrats téléphoniques;
  - f) les noms des fournisseurs;
  - g) le nombre de minutes utilisées;
  - h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
  - i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
  - j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
  - k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

**15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 :**

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
  - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
- n) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2021-2022, le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

**16. Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 :**

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

- 17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d'eux :**
- a) l'emplacement de la location;
  - b) la superficie totale pour chaque local loué;
  - c) la superficie totale réellement occupée;
  - d) la superficie inoccupée;
  - e) le coût de location au mètre carré;
  - f) le coût total de ladite location;
  - g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
  - h) la durée du bail;
  - i) le propriétaire de l'espace loué;
  - j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
  - k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail concernant une nouvelle adresse;
  - l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- 18. Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :**
- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
  - b) La valeur estimée de ceux-ci;
  - c) Les coûts d'entretien annuel;
  - d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
- 19. Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied carrés en propriété.**
- 20. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :**
- a) les dates des travaux;
  - b) les coûts;
  - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
- 21. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :**
- a) les dates des travaux;
  - b) les coûts;
  - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
- 22. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021, en indiquant pour chaque individu :**
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
  - b) le titre de la fonction;
  - c) l'adresse du port d'attache;
  - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
  - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
  - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
  - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
  - h) la description de tâches;
  - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2019-2020;
  - j) le nombre total d'employés au cabinet;
  - k) la masse salariale totale par cabinet pour 2019-2020;
  - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
  - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

23. **Liste des sommes d'argent versées en 2020-2021, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :**
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
  - b) la circonscription électorale;
  - c) le montant attribué;
  - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
24. **Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :**
- a) le nom de la personne;
  - b) le poste occupé;
  - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
  - e) la date de l'assignation hors structure;
  - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
  - g) les prévisions pour 2021-2022.
25. **Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :**
- a) le poste initial;
  - b) le salaire;
  - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
  - d) la date de la mise en disponibilité;
  - e) les prévisions pour 2021-2022.
26. **Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2019-2020, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :**
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
  - b) par catégorie d'âge;
  - c) prévisions pour 2021-2022.
27. **Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2021-2022.**
28. **Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par mission.**
29. **Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :**
- a) le nom de la personne;
  - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
  - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - d) l'assignation initiale;
  - e) l'assignation actuelle;
  - f) la date de l'assignation hors structure;
  - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
30. **Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :**
- a) le coût de chacun;
  - b) le fournisseur;
  - c) la nature du service.

**Ventiler le montant total par catégories.**



- 31. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :**
- a) le coût de chacun;
  - b) le fournisseur;
  - c) la nature du service.
- Ventiler le montant total par catégories.**
- 32. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événement et de conférence organisées par les chambres de commerce, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.**
- 33. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :**
- a) le nom du site Web;
  - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
  - c) les coûts de construction du site;
  - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
  - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
  - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
  - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
  - h) le responsable du contenu sur le site;
  - i) les noms de domaines réservés;
  - j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
- 34. Nominations, pour 2020-2021, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :**
- a) la liste;
  - b) le nom de la personne;
  - c) les mandats de chacune de ces personnes;
  - d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
  - e) le résultat du travail effectué;
  - f) les échéances prévues;
  - g) les sommes impliquées.
- 35. Pour 2019-2020, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :**
- a) les régions et villes visitées;
  - b) les personnes et organismes rencontrés;
  - c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
  - d) les raisons du déplacement;
  - e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
  - f) les coûts ventilés;
  - g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- 36. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2020-2021 :**
- a) le détail des mandats;
  - b) le coût (déplacements, etc.);
  - c) le nombre de ressources affectées;
  - d) le nombre de rencontres;
  - e) le nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
  - f) l'objet;
  - g) les dates.
- 37. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.**

38. La liste des ententes et leur nature, signées en 2020-2021 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
39. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.
40. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2021-2022.
41. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020 demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2021-2022.
42. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 et 2022-2023, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
43. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
44. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
45. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
46. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
47. Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :
  - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
48. Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions, pour chaque personne :
  - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés.
49. Liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
50. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

51. **Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2019-2020 et prévisions pour 2021-2022.**
  52. **Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.**
  53. **Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.**
  54. **Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.**
  55. **Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.**
  56. **Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.**
  57. **Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.**
  58. **Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.**
  59. **Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres):**
    - a) la dépense totale (opération et capital);
    - b) les grands dossiers en cours;
    - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
    - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
    - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
  60. **Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).**
  61. **Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 le taux d'absentéisme, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).**
  62. **Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 en indiquant pour chacun :**
    - a) le sujet;
    - b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;
    - c) les coûts reliés à sa réalisation;
    - d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.
- Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.**
63. **Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant:**
    - a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
    - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
    - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

64. La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre
65. Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :
- a) La date;
  - b) La nature;
  - c) Les participants;
  - d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.
66. Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :
- a) la date;
  - b) la nature;
  - c) les questions posées;
  - d) les réponses;
  - e) la firme retenue;
  - f) les coûts.
67. Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :
- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
  - b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.
68. Toutes sommes dépensées et action réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.
69. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.
70. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021.
71. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.
72. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organismes dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.
73. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.
74. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).
75. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».
76. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».
77. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

78. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».
79. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».
80. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.
81. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.
82. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».
83. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020.
84. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.
85. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030
86. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.
87. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.
88. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022.
89. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.
90. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.
91. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.
92. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.
93. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.
94. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.
95. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.
96. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020.
97. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.

98. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.
99. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.
100. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.
101. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.
102. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).
103. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'électrification des transports.
104. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.
105. Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme :
  - a) nombre d'employé au total en ayant bénéficié;
  - b) nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021;
  - c) proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.
106. Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.
107. Nombre de mises à pied et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021.
108. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.).
109. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.
110. Sommes dépensée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) :
  - a) liste des contrats;
  - b) nom du fournisseur;
  - c) montant déboursé.
111. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
112. Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.
113. Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 :
  - a) les sommes dépensées;
  - b) le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
  - c) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

- 114. Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 :**
- a) total des dépenses réalisées;
  - b) type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.);
  - c) liste des fournisseurs retenus;
  - d) coûts d'installation;
  - e) liste des contrats accordées et montants déboursés;
  - f) si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif.
- 115. Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :**
- a) le total des sommes dépensées;
  - b) le nom des fournisseurs retenus;
  - c) la liste des contrats.
- 116. Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique ou l'Institut nationale de Santé publique du Québec (INSPQ) en lien avec la pandémie de la COVID-19.**
- 117. Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organismes ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.**
- 118. Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public)**
- 119. Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau 2020-2021.**
- 120. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2018-2019 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :**
- a) le nombre d'autorisations;
  - b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e) faisant l'objet de cet octroi;
  - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
  - d) le montant accordé;
  - e) les motifs de la demande;
- 121. Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant :**
- a) le nom du professionnel ou de la firme;
  - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - c) le coût;
  - d) l'état de prestation des services;
  - e) l'échéancier.
- 122. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :**
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
  - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;
  - c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - d) le coût;
  - e) l'échéancier;
  - f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- 123. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2020-2021 :**
- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
  - b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
  - c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
  - d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;

- 124. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.**
- 125. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.**
- 126. Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).**
- 127. Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.**
- 128. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016 :**
- a) le nombre de stagiaires reçus;
  - b) les heures de stages effectués;
  - c) la rémunération totale déboursée.
- 129. Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :**
- a) nombre total de véhicules;
  - b) le type de véhicules;
  - c) le nombre de véhicules hybrides;
  - d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;
  - e) le nombre de véhicules électriques.
- 130. Veuillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant :**
- a) Les sommes dépensées pour chaque action;
  - b) Le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en œuvre de chaque action.
- 131. Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre, les nations représentées et l'objet de la rencontre.**
- 132. Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon les sexes (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. Donner le coût pour effectuer chacune de ces analyses en ETC ou le montant du contrat octroyé.**



- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l’année financière 2020-2021:
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
  - b) la copie des programmes et rapports de mission;
  - c) les personnes rencontrées;
  - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d’hébergement, de repas, autres frais, etc.);
  - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
  - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
  - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
    - les détails de ces ententes;
    - les résultats obtenus à ce jour;
  - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d’emplois estimé.
  - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
  - j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts;
  - k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d’un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l’information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 18) au lien Internet suivant : [http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation547.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation547.asp).

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.1	2020-09-07 2020-09-09	Toronto	Rencontre des premiers ministres et des ministres des Finances du Québec et de l’Ontario	1 824,34\$	Eric Girard Philippe Gougeon	Ministre des Finances Directeur adjoint de cabinet

\* Les dépenses du ministre pour les voyages à l’étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

**Q-002 Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2020-2021 :**

- a) les raisons du déplacement;**
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;**
- c) les coûts ventilés;**
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;**
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.**

<i>Aucun voyage en avion ou en hélicoptère n'a été effectué au Québec en 2020-2021.</i>
---

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 17**) au lien Internet suivant :

[http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation546.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation546.asp)

- Q-003** Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022;
  - b) les noms des firmes de publicité retenues;
  - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
  - e) le but visé par chaque dépense;
  - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
  - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

**LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ 2020-2021**

Projet	Objet	Fournisseur	Mode d'octroi	Montant payé Période du 1 <sup>er</sup> avril 2020 au 28 février 2021
Campagne publicitaire Portrait de la situation économique et financière du Québec – Juin 2020	Honoraires et production	Cartier <sup>(1)</sup> CAG <sup>(2)</sup>	Appel d'offres public du CAG	4 917 \$ <sup>(3)</sup>
Campagne publicitaire Épargne Placements Québec	Évaluation de la campagne publicitaire et notoriété de la marque	Léger Marketing	Contrat de gré à gré	8 900 \$
	Sondage de satisfaction de la clientèle	SOM	Appel d'offres sur invitation	19 450 \$
	Cotisation annuelle et partenariat financier	ÉducÉpargne	Entente entre le MFQ et ÉducÉpargne	20 000 \$

(1) L'agence de publicité Cartier a remporté en 2019 l'appel d'offres public portant sur la publicité du ministère des Finances. Le mandat de l'agence est de concevoir, créer, planifier, produire et superviser les campagnes publicitaires.

(2) Le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) coordonne les dépenses publicitaires pour le gouvernement du Québec. Il bénéficie d'une commission de 10 % sur les honoraires et les coûts de production et de 5,88 % sur les placements médias. La commission est incluse dans les montants indiqués ci-dessus.

(3) Cette campagne a été annulée avant sa diffusion, ce qui explique le montant moindre dépensé.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 24**) au lien suivant :

[http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation553.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation553.asp)

- Q-004** Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :
- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022;
  - b) les noms des firmes de publicité retenues;
  - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
  - e) le but visé par chaque dépense;
  - f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée.
- Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.

*Toutes les dépenses en publicité sur Internet pour l'année financière 2020-2021 sont supérieures à 25 000 \$. Veuillez référer à la réponse de la question 067 des Renseignements généraux pour le montant total dépensé.*

*Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.*

**Q-005** Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

**Par le cabinet ministériel :**

- a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

**Par le ministère ou l'organisme :**

- e) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

**Par un professionnel ou par une firme externe :**

- i) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Type d'événement	But visé	Coûts (en \$)	Fournisseur
1. Conférence de presse	Annonce d'une aide aux municipalités (2020-09-25)	6 081	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
2. Conférence de presse	Le point sur la situation économique et financière du Québec – Automne 2020 (2020-11-12)	3 931	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
3. Huis clos budgétaire et conférence de presse	Huis clos budgétaire entourant le dépôt du budget 2021-2022 du gouvernement du Québec (2021-03-25)	40 096	Centre des congrès de Québec (salles et audiovisuel)
		6 340	Capital HRS (boîtes à lunch et café)
		43 623	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (plateforme virtuelle)

- Q-006 La liste des dépenses en formation de communication :**  
**Organisée par le ministère ou l'organisme :**  
 a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;  
 b) le but recherché par chaque dépense;  
 c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

- Données par un professionnel ou une firme externe :**  
 d) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;  
 e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;  
 f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);  
 g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;  
 h) le but visé par chaque dépense;  
 i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

### FORMATIONS ORGANISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME

Aucune somme n'a été dépensée en 2020-2021 en matière de formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme.

### FORMATIONS DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE

	Fournisseurs	But	Nb de participants	Dépenses 2020-2021
<b>Communication écrite – Français</b>				
1.	Acti-Com	Améliorer les compétences en matière d'écriture stratégique en français	13	2 250 \$
<b>Communication orale – Français</b>				
2.	Ordre des comptables agréés du Québec (OCAQ)	Communiquer clairement avec impact	1	86 \$
<b>Communication orale – Anglais</b>				
3.	Académie du Savoir	Améliorer la communication orale en langue anglaise – Cours de groupe	17	9 396 \$
4.	Académie du Savoir	Améliorer la communication orale en langue anglaise – Cours privé	6	3 625 \$
5.	Halina Bukowiecki	Améliorer la communication orale en langue anglaise – Cours privé	2	970 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les renseignements diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 22 et 23) au lien Internet suivant :  
[http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation544.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation544.asp)

- Q-007** La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :
- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;
  - b) le but visé par chaque dépense;
  - c) la nature de la formation;
  - d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;
  - e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.

Aucune somme n'a été dépensée pour l'exercice financier 2020-2021 en matière de formation de communication organisée par le Ministère pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 22 et 23**) au lien Internet suivant :  
[http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation544.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation544.asp)

- Q-008** Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
  - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
  - d) la date d'octroi du contrat;
  - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
  - f) l'échéancier;
  - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Nom de la firme	Objet	Montant total du contrat (en \$)	Montant versé au 28-02-2021 (en \$)
Académie du savoir	Services de formation en langue anglaise	23 880	9 825
C2 Innovations inc.	Services informatiques	19 000	10 678
Claudette Dumont	Services informatiques	8 500	2 800
Écovirage	Services de récupération	24 000	5 968
Jelar Communications	Services de révision linguistique	10 000	0
JLR inc.	Services de données	6 000	2 000
Jonathan Keathley	Services de traduction	20 000	0
Judy Quinn	Services de révision linguistique	10 000	0
Littera	Services de révision linguistique	10 000	0
Mallette S.E.N.C.R.L.	Services de vérification	13 956	13 956
Marketing Léger inc.	Services relatifs à la réalisation de sondage	8 900	8 900
Micro-Logic Ste-Foy inc.	Services informatiques	15 456	0
Microsoft Canada inc.	Services informatiques	23 040	23 040
Olivier Banh	Services-conseils – Modèle d'équilibre général du MFQ	15 000	0
SOM	Services relatifs à la réalisation de sondage	19 450	19 450
Université de Montréal	Services-conseils – Recherche COVID	9 500	9 500
Université Laval	Services-conseils – Recherche COVID	8 500	8 500
Université Laval	Services-conseils – Recherche COVID	17 500	17 500
Université McGill	Services-conseils – Recherche COVID	8 000	8 000
Université de Sherbrooke	Services-conseils – Recherche COVID	9 000	9 000

*Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.*



- Q-009** Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
  - b) la grille d'évaluation des soumissions;
  - c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
  - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
  - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

**PROJET – SERVICES D'AUDIT CONCERNANT LES CASINOS ET DES SALONS DE JEUX DE LOTO-QUÉBEC (S210026956)**

**Soumissionnaires**

BDO Canada LLP  
Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.  
SC Services de gestion KPMG  
La Société juricomptable inc.

<b>Soumissionnaire retenu :</b>	<b>DELOITTE S.E.N.C.R.L.</b>
<b>Prix :</b>	298 900 \$

**PROJET – SERVICES D'ENTRETIEN DES UNITÉS DE STOCKAGE DELL EMC2 VNX ET UNITY (S210026979)**

**Soumissionnaire**

ITI inc.

<b>Soumissionnaire retenu :</b>	<b>ITI INC.</b>
<b>Prix :</b>	269 686 \$

*L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.*

- Q-010** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 :
- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
  - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
  - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
  - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
  - e) une description de son mandat;
  - f) la date de début de son contrat;
  - g) la date prévue de fin de son contrat;
  - h) sa rémunération annuelle.

*Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.*

**Q-011 Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :**

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2020-2021.

*Aucun projet n'a été initié en 2020-2021.*

De l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

- Q-012** Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
- a) le nom du projet;
  - b) la nature du projet;
  - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
  - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
  - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
  - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
  - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
  - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
  - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
  - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
  - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
    - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
  - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

<i>Veillez référer à la réponse de la question 011 des Renseignements généraux.</i>
---

**Q-013 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :**

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - I. a) au Québec;
  - II. b) à l'extérieur du Québec.

Dépenses	Total (en \$)
Photocopies	76 350
Mobilier de bureau et ameublement	7 645
Décoration et l'embellissement	—
Distributeurs d'eau de source	—
Frais de transport	17 866
Frais d'hébergement	80 196
Frais de repas	16 934
Retraités et 25 ans de service	—
Budget Assemblée Nationale	—
Dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et à toute session de type perfectionnement <sup>(1)</sup>	
— au Québec	155 661
— à l'extérieur du Québec	364
	156 025

(1) Excluant les frais de déplacements mentionnés à la rubrique précédente.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

- Q-014** De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2020-2021, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :
- a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
  - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
  - c) les coûts d'acquisition des appareils;
  - d) le coût d'utilisation des appareils;
  - e) le coût des contrats téléphoniques;
  - f) les noms des fournisseurs;
  - g) le nombre de minutes utilisées;
  - h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
  - i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
  - j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
  - k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

**TÉLÉPHONES CELLULAIRES ET INTELLIGENTS, ORDINATEURS PORTABLES  
HYBRIDES ET TABLETTES ÉLECTRONIQUES**

Objet	Montant au 28 février 2021
Coût d'acquisition des appareils	42 706 \$
Coût d'utilisation des appareils (incluant les frais d'itinérance et de dépassement de données, s'il y a lieu)	- \$
Coût des contrats téléphoniques	41 904 \$
Coût de résiliation	5 168 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25) au lien Internet suivant :  
[http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation554.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation554.asp)

**Q-015 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 :**

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
  - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
- n) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2021-2022, le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Q-015 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) pour l’année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 :

a) et b) Le nombre et la répartition, par tranches d’âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d’emploi au 28 février 2021 (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Catégories	Hors cadres <sup>1</sup>		Cadres		Professionnels		Pers. de bureau et techniciens		Ouvriers		Total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Hommes de moins de 35 ans	-	-	-	-	61	10,7	4	0,7	-	-	65	11,4
Hommes de 35 ans ou plus	9	1,6	59	10,3	136	23,8	11	2,0	-	-	215	37,7
Total - Hommes	9	1,6	59	10,3	197	34,5	15	2,7	-	-	280	49,1
Femmes de moins de 35 ans	-	-	-	-	39	6,8	25	4,4	-	-	64	11,2
Femmes de 35 ans ou plus	3	0,5	22	3,9	152	26,7	49	8,6	-	-	226	39,7
Total - Femmes	3	0,5	22	3,9	191	33,5	74	13	-	-	290	50,9
Total hommes + femmes	12	2,1	81	14,2	388	68,1	89	15,6	-	-	570	100
Total Hommes + Femmes Moins de 35 ans	-	-	-	-	100	17,5	29	5,1	-	-	129	22,6
Total Hommes + Femmes 35 ans et plus	12	2,1	81	14,2	288	50,6	60	10,5	-	-	441	77,4
Grand total	12	2,1	81	14,2	388	68,1	89	15,6	-	-	570	100
Personnes handicapées de moins de 35 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Personnes handicapées de 35 ans et plus	1	0,2	-	-	1	0,2	-	-	-	-	2	0,4
Total	1	0,2	-	-	1	0,2	-	-	-	-	2	0,4
Anglophones de moins de 35 ans	-	-	-	-	2	0,4	-	-	-	-	2	0,4
Anglophones de 35 ans et plus	-	-	-	-	1	0,2	-	-	-	-	1	0,2
Total	-	-	-	-	3	0,6	-	-	-	-	3	0,6
Autochtones de moins de 35 ans	-	-	-	-	1	0,2	-	-	-	-	0	0,2
Autochtones de 35 ans et plus	-	-	1	0,2	1	0,2	-	-	-	-	2	0,4
Total	-	-	1	0,2	2	0,4	-	-	-	-	3	0,6
Communautés culturelles de moins de 35 ans	-	-	-	-	11	1,9	4	0,7	-	-	15	2,6
Communautés culturelles de plus de 35 ans	-	-	4	0,7	38	6,7	5	0,9	-	-	47	8,3
Total	-	-	4	0,7	49	8,6	9	1,6	-	-	62	10,9

<sup>1</sup> Différent du nombre de TES en postes car 2 TES sont en préretraite et 1 en prêt de service.

Note :    Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique (LFP) L.R.Q., chapitre F-3.1.1 en place au 28 février 2021, incluant le Fonds de financement.

Source : SAGIR



**Q-015 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 :**

**c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel en 2020-2021.**

Catégorie de personnel	Nombre de jours de maladie du 1 <sup>er</sup> avril 2020 au 28 février 2021
Cadres et TES <sup>1</sup>	132,5
Professionnels	2725
Pers. de bureau et techniciens	359
Autre catégorie <sup>2</sup>	-
<b>Total</b>	<b>3216,5</b>

<sup>1</sup> Titulaires d'emploi supérieur (TES).

<sup>2</sup> Les gens classés dans « Autre catégorie » sont des étudiants et stagiaires.

Note: Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

Source : SAGIP en date du 12 mars 2021 et elles incluent les assurances-salaire

**d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus en 2020-2021.**

Catégorie de personnel	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Cadres et TES <sup>1</sup>	9	26	32	26
Professionnels	90	200	83	44
Pers. de bureau et techniciens	34	50	8	1
Ouvriers	-	-	-	-
Autre catégorie <sup>2</sup>	46	-	-	-
<b>Total</b>	<b>179</b>	<b>276</b>	<b>123</b>	<b>71</b>

<sup>1</sup> Titulaires d'emploi supérieur (TES).

<sup>2</sup> Les gens classés dans « Autre catégorie » sont des étudiants et stagiaires.

Note: Employés réguliers, occasionnels, étudiants et stagiaires assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

Source : SAGIP en date du 12 mars 2021

**e) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires en 2020-2021 (argent, vacances, etc.)**

Catégorie de personnel	Nombre d'heures de travail effectuées	Compensées		Payées	
		Nombre d'heures de travail compensées	Montant des heures compensées	Nombre d'heures de travail payées	Montant des heures payées
Professionnels	34 826,3	9 429,3	404 853,9	25 397,0	1 496 179,4
Pers. bureau et techniciens	2 874,9	1 144,4	30 653,3	1 730,5	70 414,7
Ouvriers	-	-	-	-	-
Autre catégorie <sup>1</sup>	2,5	-	-	2,5	-
<b>Total</b>	<b>37 703,7</b>	<b>10 573,7</b>	<b>435 507,2</b>	<b>27 130,0</b>	<b>1 566 594,1</b>

<sup>1</sup> Les gens classés dans « Autre catégorie » sont des étudiants et stagiaires.

Note: Employés réguliers, occasionnels, étudiants et stagiaires assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

Source : SAGIP en date du 12 mars 2021

**f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel en 2020-2021.**

Jours de vacances													
Catégorie de personnel	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Total
Cadres et TES¹	-	9	79,5	461,5	483	61,5	43	32	145,5	124	50	93	1 582
Professionnels	73,5	72,5	484,5	2 025	2 182,5	439	211	127	610,5	221	103,5	162,5	6 712,5
Pers. de bureau, techniciens et ouvriers	10,5	7	101	372	416,5	104	41,5	31	138	59	7,5	43	1 331
Total	84	88,5	665	2 858,5	3 082	604,5	295,5	190	894	404	161	298,5	9 625,5

Source : SAGIP en date du 12 mars 2021

Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
350	214	11	3

Source : SAGIP en date du 12 mars 2021

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*

i) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

*En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.*

**j) L'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).**

<sup>1</sup> Différent du nombre de TES en postes car 2 TES sont en préretraite et 1 en prêt de service.

*Note : Employés réguliers assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.*

Source : SAGIR

**k) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.**

Note : Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

Source : SAGIR

**l) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.**

Note : Employés réguliers assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

Source : SAGIR

**m) Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).**

<sup>1</sup> Titulaires d'emploi supérieur (TES).

*Note : Nombre de postes occupés ou vacants incluant le Fonds de financement. Le nombre de postes est supérieur à la cible du SCT en raison du taux de roulement et des délais de comblement.*

Source : SAGIR

**Q-015 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 :**

**n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**o) Le nombre d'employés permanents et temporaires.**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**p) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**q) Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi.**

*Le ministère n'a aboli aucun poste en 2020-2021 et le ministère a respecté sa cible d'effectif.*

**r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes*

**s) Le nombre de postes vacants.**

*En date du 31 janvier 2021, on dénombre 8 postes vacants, uniquement à Québec.*

*Note : Nombre de postes vacants, incluant le Fonds de financement.*

**Q-016** Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 de :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

- a) **Le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- b) **Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines**

9 remplacements pour 13 départs à la retraite.

- c) **Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022 et les indemnités de retraite qui seront versées**

Veuillez référer à la réponse de la question 016 a).

- d) **Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats**

Le Ministère a octroyé trois contrats à des personnes retraitées pour une durée temporaire.

- Q-017** Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2020-2021 en indiquant pour chacun d'eux :
- a) l'emplacement de la location;
  - b) la superficie totale pour chaque local loué;
  - c) la superficie totale réellement occupée;
  - d) la superficie inoccupée;
  - e) le coût de location au mètre carré;
  - f) le coût total de ladite location;
  - g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1<sup>er</sup> avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
  - h) la durée du bail;
  - i) propriétaire de l'espace loué;
  - j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
  - k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse;
  - l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.

À compter du 1<sup>er</sup> décembre 2019, des travaux de réfection majeurs ont été entrepris au 12, rue Saint-Louis à Québec par la SQI pour une période d'environ quatre ans. Les occupants de cet édifice ont été relocalisés au 390, boulevard Charest Est, Québec (Québec) G1K 3H4.

---

**ÉDIFICE 390, boulevard Charest Est  
Québec (Québec) G1K 3H4**

---

Superficie louée	5 614 m <sup>2</sup>
Coût annuel de location	3 427 756 \$
Durée du bail	Depuis le 1 <sup>er</sup> décembre 2019
Propriétaire de l'espace loué	Groupe Mach inc.
Coûts d'aménagement	14 753 \$

---

**ÉDIFICE MARIE-GUYART, 1058, rue Louis-Alexandre-Taschereau  
Québec (Québec) G1R 5A1**

---

Superficie louée	5 283 m <sup>2</sup>
Coût annuel de location	1 145 741 \$
Durée du bail	Depuis le 1 <sup>er</sup> mai 1986
Propriétaire de l'espace loué	Société québécoise des infrastructures (SQI)
Coûts d'aménagement	2 821 \$

---

**ÉDIFICE THAÏS-LACOSTE-FRÉMONT, 8, rue Cook  
Québec (Québec) G1R 4J3**

---

Superficie louée	6 147 m <sup>2</sup>
Coût annuel de location	1 498 533 \$
Durée du bail	Depuis le 1 <sup>er</sup> juillet 1991
Propriétaire de l'espace loué	Société québécoise des infrastructures (SQI)
Coûts d'aménagement	0 \$

---

- Q-017** Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2020-2021 en indiquant pour chacun d'eux :
- a) l'emplacement de la location;
  - b) la superficie totale pour chaque local loué;
  - c) la superficie totale réellement occupée;
  - d) la superficie inoccupée;
  - e) le coût de location au mètre carré;
  - f) le coût total de ladite location;
  - g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1<sup>er</sup> avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
  - h) la durée du bail;
  - i) propriétaire de l'espace loué;
  - j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
  - k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse;
  - l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.

**CENTRE DE COMMERCE MONDIAL DE MONTRÉAL, 380, rue Saint-Antoine Ouest  
Montréal (Québec) H2Y 3X7**

Superficie louée	819 m <sup>2</sup>
Coût annuel de location	339 418 \$
Durée du bail	Depuis le 8 avril 1992
Propriétaire de l'espace loué	Allied Properties
Coûts d'aménagement	7 655 \$

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 27**) au lien Internet suivant : [http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation556.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation556.asp)

- Q-018 Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :**
- a) la liste des actifs excédentaires;**
  - b) la valeur estimée de ceux-ci;**
  - c) les coûts d'entretien annuel;**
  - d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.**

***Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures :*** La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

***Pour les immeubles qui ne sont pas propriété de la Société québécoise des infrastructures :*** Le ministère des Finances ne dispose d'aucun espace excédentaire.



**Q-019 Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.**

*Veillez référer à la réponse de la question 18 des Renseignements généraux.*

*La notion d'actif immobilier excédentaire s'applique uniquement aux immeubles dont l'organisme public est propriétaire.*

- Q-020** Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :
- a) les dates des travaux;
  - b) les coûts;
  - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

**ÉDIFICE MARIE-GUYART, 1058, rue Louis-Alexandre-Taschereau  
Québec (Québec) G1R 5A1**

Bureau visé	Nature des travaux	Coût (en \$)
	Automne 2020 – Société québécoise des infrastructures	
Salle 2.234 (CF)	Déménagement d'un système UPS et rebranchement	2 807
		<b>2 807</b>

*Certains coûts (aménagement, rénovation et autres travaux) sont inclus à la réponse de la question 017 des Renseignements généraux.*

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.*

- Q-021** De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :
- a) les dates des travaux;
  - b) les coûts;
  - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

<i>Veillez référer à la réponse de la question 020 des Renseignements généraux.</i>
---

**Q-022** Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2020-2021
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour 2020-2021;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*

**CABINET DU MINISTRE DES FINANCES – ERIC GIRARD**

Nom	Prénom	Description de tâches	Port d'attache
Beaudry-Campeau	Fanny	Conseillère politique	Montréal
Brisson-Morin	Marjorie	Attachée politique	Québec
Charest	Véronik	Attachée politique	Montréal
Dolbec	Denis	Directeur de cabinet	Montréal <sup>(1)</sup>
Fortin	Vickie	Directrice adjointe de cabinet	Québec
Fournier	Jean-Philippe	Conseiller politique	Montréal
Gagné	Steve	Attaché politique	Sainte-Thérèse <sup>(1)</sup>
Godin	Andrée	Attachée politique	Sainte-Thérèse
Gougeon	Philippe	Directeur de cabinet	Montréal
Lacaille	Marie-Claude	Conseillère politique	Montréal
Morin	Patrick	Attaché politique	Sainte-Thérèse
Pearson	Claudine	Attachée politique	Montréal
Pelletier-Dubé	Louis-Alexis	Conseiller politique	Québec

(1) Ces employés n'étaient plus à l'emploi du cabinet au 28 février 2021.

Période	Masse salariale autorisée <sup>(2)</sup>
Du 1 <sup>er</sup> avril au 21 juin 2020	1 000 000 \$ (CT 220126 daté du 13 novembre 2018)
Du 22 juin au 19 août 2020	969 000 \$ (CT 222737 daté du 7 juillet 2020)
À partir du 20 août 2020	929 000 \$ (CT 222953 daté du 29 septembre 2020)

(2) Ces montants englobent la masse salariale des membres du personnel de cabinet du ministre des Finances et du ministre responsable de Revenu Québec.

**Q-023** Liste des sommes d'argent versées en 2020-2021, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 26**) au lien Internet suivant :  
[http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation555.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation555.asp).

- Q-024** Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- a) le nom de la personne;
  - b) le poste occupé;
  - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
  - e) la date de l'assignation hors structure;
  - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
  - g) les prévisions pour 2021-2022.

<i>Aucune personne hors structure rémunérée par le ministère.</i>
---

- Q-025** Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- a) le poste initial;**
  - b) le salaire;**
  - c) le poste actuel, s'il y a lieu;**
  - d) la date de la mise en disponibilité;**
  - e) les prévisions pour 2021-2022.**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**Q-026** Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2020-2021, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2021-2022.

<i>La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.</i>
---



**Q-027** Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

*Le Ministère n'a aboli aucun poste en 2020-2021. Le Ministère a respecté la cible d'effectif en 2020-2021.*

**Q-028** Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par mission.

*Veillez référer à la réponse de la question 15 j) des Renseignements généraux.*

**Q-029 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :**

- a) le nom de la personne;**
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;**
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;**
- d) l'assignation initiale;**
- e) l'assignation actuelle;**
- f) la date de l'assignation hors structure;**
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).**

- a) Le nom de la personne : Stéphane Mercier
- b) Le poste occupé et le nom de l'organisme : Administrateur d'État II au Secrétariat aux emplois supérieurs
- c) Le salaire de base et les bonis, le cas échéant : 197 303 \$
- d) L'assignation initiale : Voir b)
- e) L'assignation actuelle : Voir b)
- f) La date de l'assignation hors structure : 2018-04-03
- g) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu : Aucune

- a) Le nom de la personne : Catherine Hallé
- b) Le poste occupé et le nom de l'organisme : analyste en informatique – Ministère de la Santé et des Services sociaux
- c) Classe d'emploi : analyste en informatique – 108-00
- d) L'assignation initiale : Voir b)
- e) L'assignation actuelle : Voir b)
- f) La date de l'assignation hors structure : 2020-05-25
- g) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu : 2021-05-31

- a) Le nom de la personne : Judith Martel
- b) Le poste occupé et le nom de l'organisme : Conseillère en gestion des ressources humaines - Ministère de la Santé et des Services sociaux
- c) Classe d'emploi : conseillère en gestion des ressources humaines – 100-00
- d) L'assignation initiale : Voir b)
- e) L'assignation actuelle : Voir b)
- f) La date de l'assignation hors structure : 2021-01-18
- g) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu : 2021-07-30

- a) Le nom de la personne : Audrey Descroisselles
- b) Le poste occupé et le nom de l'organisme : Technicienne en administration - Ministère de la Santé et des Services sociaux
- c) Classe d'emploi : technicienne en administration – 264-10
- d) L'assignation initiale : Voir b)
- e) L'assignation actuelle : Voir b)
- f) La date de l'assignation hors structure : (3 demi-journées soit 2020-11-18, 2020-12-01 et 2020-12-02)
- g) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu : 2020-12-02

- a) Le nom de la personne : Vanessa Fortier
- b) Le poste occupé et le nom de l'organisme : Conseillère en gestion des ressources humaines – CIUSSS Centre-Ouest de l'île de Montréal
- c) Classe d'emploi : conseillère en gestion des ressources humaines – 100-00
- d) L'assignation initiale : Voir b)
- e) L'assignation actuelle : Voir b)
- f) La date de l'assignation hors structure : 2020-04-30
- g) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu : 2021-08-07

**Q-029** Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;**
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;**
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;**
- d) l'assignation initiale;**
- e) l'assignation actuelle;**
- f) la date de l'assignation hors structure;**
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).**

- a) Le nom de la personne : Nathalie Bernier-Martel
- b) Le poste occupé et le nom de l'organisme : Agent de recherche et de planification socio-économique - Ministère de la Santé et des Services sociaux
- c) Classe d'emploi : agent de recherche et de planification socio-économique 105-00
- d) L'assignation initiale : Voir b)
- e) L'assignation actuelle : Voir b)
- f) La date de l'assignation hors structure : 2021-01-21 (à raison d'une demi-journée par jour)
- g) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu : 2021-03-31

**Q-030** Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

**Ventiler le montant total par catégorie.**

Quantité	Fournisseur	Publication	Montant (en \$ CAD)
1	Boostalab	Boostalab pro	199
1	Carswell, une division de Thomson Reuters	Taxnet pro Qué & fed consumption tax library	2 969
1	Cision Ltd.	Eureka.CC	8 448
1	Communication Arts	Communication Arts	92
1	Consensus Economics inc.	Asia Pacific Consensus Forecasts	1 045
1	Consensus Economics inc.	Consensus forecasts	4 760
1	Consensus Economics inc.	Energy & Metals Consensus Forecasts	1 261
1	Consensus Economics inc.	Foreign Exchange Consensus Forecasts	4 658
1	Courrier international	Courrier international	85
7	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Collection Normes et recommandations de CPA Canada (01861612)	1 365
4	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Collection Normes et recommandations de CPA Canada Member Knotia (51711612)	820
1	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Guide des missions professionnelles (GMP) Knotia - 50061612	395
12	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Manuel de CPA Canada- Comptabilité pour le secteur public (04201612)	1 560
5	De Marque Inc.	Petit Robert en ligne (Le)	63
1	Devoir inc. (Le)	Devoir (Le)	252
1	Dow Jones (Wall Street Journal)	Wall Street Journal Digital Plus	617
1	Échos (Les)	Échos (Les)	363
3	Economist (The)	Economist (The)	548
1	Éditions Jewel	Bankruptcy of corporations	165
1	Éditions Juridiques FD inc. (Les)	Droit des compagnies annoté & lois connexes [valeurs mobilières]	138
6	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Code civil du Québec	534
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Code criminel	90

**Q-030** Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

**Ventiler le montant total par catégorie.**

Quantité	Fournisseur	Publication	Montant (en \$ CAD)
3	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Code de procédure civile	267
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Corporation sans but lucratif au Québec (La)	275
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Droit des affaires	90
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Sociétés par actions au Québec	750
1	Euromoney Trading	International Financial Law Review	4 284
1	Fédération des Chambres immobilières du Québec	Série chronologique	302
4	Financial Times Ltd	Financial Times.com	2 435
1	Fondation canadienne de fiscalité	Taxfind online	1 017
1 <sup>1</sup>	Gaudet Éditeur ltée	Infobases Lois et règlement du Canada	1 883
1 <sup>2</sup>	Gaudet Éditeur ltée	Infobases Lois et règlements du Québec	8 514
1	Globe and Mail (The)	Globe and Mail (élec)	100
1	Harvard Business Publishing	Harvard Business Review	140
1	Hautes études commerciales - HEC Montréal	Revue Gestion	27
1	IBFD Publications inc.	IBFD Journal Articles - VAT	1 529
1	IBFD Publications inc.	Value Added Taxation in Europe (online)	1 643
2 <sup>3</sup>	Newspaper Direct	Press Reader	3 052
2	New York Times Digital	New York Times	647
1	Portail de l'assurance	Portail de l'assurance - Niveau Pro	100
1	Publications du Québec	Tableau des modifications et Index sommaire	70

<sup>1</sup> Abonnement pour un maximum de 3 utilisateurs simultanés.

<sup>2</sup> Abonnement pour un maximum de 8 utilisateurs simultanés.

<sup>3</sup> Abonnements pour un maximum de 14 utilisateurs.

**Q-030** Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

**Ventiler le montant total par catégorie.**

Quantité	Fournisseur	Publication	Montant (en \$ CAD)
1	Rosenberg Research and Associates	Rosenberg Research - Basic subscription	1 584
1 <sup>4</sup>	SOQUIJ	Express Travail (L')	710
1	Statistique Canada	Le service des abonnements de l'Enquête sur la population active (71C0001) - Données sur heures travaillées	463
3	SurveyMonkey	SurveyMonkey	2 568
1	Thomson Reuters	Accès à l'information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires	606
1	Thomson Reuters	Banking & finance Law Review	624
1	Thomson Reuters	Droit transitoire civil - sources	68
1	Thomson Reuters	Faillite et insolvabilité : une perspective québécoise de la jurisprudence canadienne	356
1	Thomson Reuters	Loi sociétés par actions du Québec	360
1	Thomson Reuters	Loi sur la fiscalité municipale annotée	180
1	Thomson Reuters	Tribunaux administratifs du Québec	230
1	Université Laval	Revue assurances et gestion des risques	157
1 <sup>5</sup>	Wolters Kluwer	Canadian Goods and services tax reporter	1 966
1 <sup>6</sup>	Wolters Kluwer	Canadian Tax Library Plan with Tax Window Library & Tax Cases Archival	12 800
1 <sup>7</sup>	Wolters Kluwer	Collection APFF combo Impôt et taxes planification financière, retraite et succession	3 306
1 <sup>8</sup>	Wolters Kluwer	Collection fiscale - Impôts	7 096
1 <sup>9</sup>	Wolters Kluwer	Collection fiscale du Québec, Taxes à la consommation	5 737
1 <sup>10</sup>	Wolters Kluwer	Guide fiscal CCH intégrée à la collection fiscale	635
1	Wolters Kluwer	Jurisprudence fiscale québécoise SOQUIJ	1 015
1 <sup>11</sup>	Wolters Kluwer	Provincial Tax reports all provinces - Internet	5 322

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

<sup>4</sup> Abonnement pour un maximum de 4 utilisateurs.

<sup>5</sup> Licence pour un maximum de 3 utilisateurs.

<sup>6</sup> Licence pour un maximum de 7 utilisateurs.

<sup>7</sup> Licence pour un maximum de 5 utilisateurs.

<sup>8</sup> Licence pour un maximum de 8 utilisateurs.

<sup>9</sup> Licence pour un maximum de 3 utilisateurs.

<sup>10</sup> Licence pour un maximum de 2 utilisateurs.

<sup>11</sup> Licence pour un maximum de 2 utilisateurs.

- Q-031** Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :
- a) le coût de chacun;
  - b) le fournisseur;
  - c) la nature du service.
- Ventiler le montant total par catégorie.

<i>Veillez référer à la réponse de la question 30 des Renseignements généraux.</i>
--



**Q-032 Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.**

Aucune somme n'a été déboursée.
---------------------------------

- Q-033 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :**
- a) le nom du site Web;
  - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
  - c) les coûts de construction du site;
  - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
  - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
  - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
  - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
  - h) le responsable du contenu sur le site;
  - i) les noms de domaines réservés;
  - j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

**SITE INTERNET DU MINISTÈRE DES FINANCES**

([www.finances.gouv.qc.ca](http://www.finances.gouv.qc.ca))

Inclut aussi les sites

([www.budget.finances.gouv.qc.ca](http://www.budget.finances.gouv.qc.ca) et [www.groupe.finances.gouv.qc.ca](http://www.groupe.finances.gouv.qc.ca))

- b) Firme ou professionnel ayant conçu le site**  
2000-2001  
Néomédia (intégration multimédia) et Matteau Parent (conception graphique).

- c) Coûts de construction du site**  
2000-2001 : 18 044 \$ (Néomédia : 4 710 \$ et Matteau Parent : 13 334 \$).

- d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour**

Description	Dépenses 2020-2021
Hébergement de trois sites Internet incluant la gestion du nom de domaine	1 629 \$
Service infonuagique permettant de gérer les pointes d'accès des internautes (entre autres lors du dépôt du budget)	3 153 \$
<b>Total</b>	<b>4 782 \$</b>

- e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)**  
2006 – Réalisation à l'interne. Aucune refonte depuis 2006.
- f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)**  
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- g) Fréquence moyenne de mise à jour**  
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- h) Responsable du contenu du site**  
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- i) Noms de domaines réservés**  
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines**  
132 \$ par année.

- Q-033** Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- a) le nom du site Web;
  - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
  - c) les coûts de construction du site;
  - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
  - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
  - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
  - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
  - h) le responsable du contenu sur le site;
  - i) les noms de domaines réservés;
  - j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

**SITE INTERNET DE LA SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT  
DES INFRASTRUCTURES LOCALES (SOFIL)**

[www.sofil.gouv.qc.ca](http://www.sofil.gouv.qc.ca)

- b) Firme ou professionnel ayant conçu le site**  
2007 – Réalisation à l'interne.

- c) Coûts de construction du site**  
Aucun.

- d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour**

Description	Dépenses 2020-2021
Hébergement du site Internet incluant la gestion du nom de domaine	543 \$
<b>Total</b>	<b>543 \$</b>

- e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)**  
Aucun.

- f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)**  
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- g) Fréquence moyenne de mise à jour**  
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- h) Responsable du contenu du site**  
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- i) Noms de domaines réservés**  
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines**  
132 \$ par année.

- Q-033 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :**
- a) le nom du site Web;
  - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
  - c) les coûts de construction du site;
  - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
  - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
  - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
  - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
  - h) le responsable du contenu sur le site;
  - i) les noms de domaines réservés;
  - j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

**SITE INTERNET D'ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC**

([www.epq.gouv.qc.ca](http://www.epq.gouv.qc.ca))

- b) Firme ou professionnel ayant conçu le site**  
IBM.

- c) Coûts de construction du site**  
Les coûts de construction du site en 1999 ont été de 212 587 \$ selon les informations disponibles.

- d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour**

Description	Dépenses 2020-2021
Gestion du contenu réalisé à l'externe (main-d'œuvre seulement)	12 500 \$
Licences	205 \$
Hébergement	3 220 \$
Gestion technologique du site (main-d'œuvre seulement)	2 400 \$
Sécurité (main-d'œuvre seulement)	1 250 \$
<b>Total</b>	<b>19 575 \$</b>

- e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)**

Le site a été modernisé de façon un peu plus importante en 2018-2019 afin de mieux supporter les appareils mobiles de plus en plus utilisés par nos clients (site adaptatif). Le coût de la modernisation a été de 45 917 \$.

- f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- g) Fréquence moyenne de mise à jour**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- h) Responsable du contenu du site**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- i) Noms de domaines réservés**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines**

132 \$ par année.

**Q-034** Nominations, pour 2020-2021, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

<i>Veillez référer à la réponse de la question 008 des Renseignements généraux.</i>
---

**Q-035 Pour 2020-2021, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :**

- a) les régions et les villes visitées;**
- b) les personnes ou organismes rencontrés;**
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;**
- d) les raisons du déplacement;**
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;**
- f) les coûts ventilés;**
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.**

<i>Aucune visite ou rencontre ministérielle et sous-ministérielle.</i>
--

- Q-036** La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2020-2021 :
- a) le détail des mandats;
  - b) le coût (déplacements, etc.);
  - c) le nombre de ressources affectées;
  - d) le nombre de rencontres;
  - e) le nombre d’ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
  - f) l'objet;
  - g) les dates.

*Nous n’avons aucune dépense pour les adjoints parlementaires en 2020-2021.  
Pour les autres sous-questions, elles semblent non pertinentes à l’étude des crédits.*

**Q-037** Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.*



**Q-038** La liste des ententes et leur nature, signées en 2020-2021 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**Q-039 Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.*

**Q-040 L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2021-2022.**

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au **Rapport annuel 2020-2021** des ministères et organismes.

**Q-041** Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2021-2022.

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.*

**Q-042** Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 et 2022-2023, en provenance du gouvernement fédéral ou d’un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l’organisme.

FONDS DE LA TAXE SUR L’ESSENCE

ALLOCATIONS PRÉVUES EN 2020-2021  
(en milliers de dollars)

	2020-2021
Gouvernement fédéral – Fonds de la taxe sur l’essence	495 770

INVESTISSEMENTS ESTIMÉS EN 2020-2021 – PART FÉDÉRALE  
(en milliers de dollars)

	2020-2021 <sup>E</sup>
Infrastructures d’eau potable, d’eaux usées, de voirie locale et d’autres types d’infrastructures	479 446
Infrastructures de transport en commun	226 117
<b>TOTAL</b>	<b>705 563</b>

E : Estimé

Note : Pour 2020-2021, les investissements estimés seront supérieurs aux sommes reçues du Fonds de la taxe sur l’essence. Cette situation est attribuable à des investissements moins élevés dans les années précédentes. Il existe donc un décalage entre les investissements réalisés et les sommes reçues dans une même année.

DROIT D’ACCISE SUR LA VENTE DE CANNABIS

REVENUS DE LA COMPOSANTE QUÉBÉCOISE DU DROIT D’ACCISE  
SUR LA VENTE DE CANNABIS  
(en milliers de dollars)

	2020-2021 <sup>E</sup>
Composante québécoise du droit d'accise sur la vente de cannabis	67 576
<b>TOTAL</b>	<b>67 576</b>

E : Estimé.

AFFECTATION DE LA COMPOSANTE QUÉBÉCOISE DU DROIT D’ACCISE  
SUR LA VENTE DE CANNABIS  
(en milliers de dollars)

	2020-2021 <sup>E</sup>
Composante québécoise du droit d'accise sur la vente de cannabis	67 576
<b>TOTAL</b>	<b>67 576</b>

E : Estimé.

**Q-043** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

<i>En 2020-2021, aucun boni n'a été accordé.</i>
--

**Q-044 Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.**

*En 2020-2021, aucun boni ou autre rémunération variable fondés sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.*

**Q-045** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Pour l'exercice financier 2020-2021, un montant total de 74 590 \$ a été versé pour l'ensemble du Ministère. Les indemnités de départ du personnel de cabinet sont incluses dans ce montant.



**Q-046** Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.*

- Q-047** Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne :
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

*Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.*

- Q-048** Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne :
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ;
  - b) fournir la liste des salaires versés.

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.*

**Q-049** La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.*

**Q-050** Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.*

**Q-051 Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.**

*La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.*

**Q-052 Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.**

*La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.*

**Q-053** Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.*



**Q-054 Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.**

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports pour tous les ministères et organismes.*

**Q-055** Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes.*

**Q-056** Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour tous les ministères et organismes.*

**Q-057** Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

*La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.*

**Q-058** Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.*

- Q-059 Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :**
- a) la dépense totale (opération et capital);
  - b) les grands dossiers en cours;
  - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
  - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
  - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

**Dépense totale (opération et capital)**

**Extrait de la Programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles 2020-2021**

	Total (k\$)
Dépense	9 419,1
Investissement	2 196,4
<b>Total</b>	<b>11 615,5</b>
Rémunération	5 840,5
Ressources externes	969,1
Impartition auprès d'un autre organisme public	1 103,7
Impartition à l'externe	1 259,7
Acquisition	1 538,7
Réserve	903,8
<b>Total</b>	<b>11 615,5</b>

- b) Grands dossiers en cours**  
*Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).*
- d) Nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI**  
*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.*
- e) Nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques**  
*Veuillez référer à la réponse de la question 011 des Renseignements généraux.*

**Q-060** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.*

**Q-061 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.*



**Q-062** Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet ;
- b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ;
- c) les coûts reliés à sa réalisation ;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

<i>Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.</i>
---



- Q-063** Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :
- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
  - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
  - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

**Dépense totale en 2020-2021**

26 036 \$

**Liste des associations, ordres ou corporations professionnels**

Association des archivistes du Québec

Barreau du Québec

CFA Institute

Chambre des notaires

Institut canadien des actuaires

Institut d'assurance du Canada

Institut des auditeurs internes

ISACA

Ordre des comptables professionnels agréés du Québec

Professional Risk Managers' International Association

Société des actuaires

**Q-064** La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*

- Q-065** Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :
- a) La date;
  - b) La nature;
  - c) Les participants;
  - d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*

- Q-066** Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :
- a) La date;
  - b) La nature;
  - c) Les questions posées;
  - d) Les réponses;
  - e) La firme retenue;
  - f) Les coûts.

		Montant total du contrat (en \$)
Nom de la firme	Objet	
Marketing Léger inc.	Services relatifs à la réalisation de sondage	8 900
SOM	Services relatifs à la réalisation de sondage	19 450
Segma Recherche	Services relatifs à la réalisation de sondage	26 825

- Q-067** Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :
- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
  - b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

	Montant payé Période du 1 <sup>er</sup> avril 2020 au 28 février 2021	
Projet	Médias communautaires	Internet et médias sociaux
Le point sur la situation économique et financière du Québec – Automne 2020	5 %  4 250 \$	64 %  58 975 \$
Campagne publicitaire Épargne Placements Québec	5 %  20 945 \$	25 %  108 189 \$

Note : données du 28 février 2021.

**Q-068** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la jeunesse.*

**Q-069** Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*



**Q-070 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020- 2021.**

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.*

**Q-071 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.**

*La liste contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021, s'il en est, est présentée à la réponse de la question 8 des Renseignements généraux.*

*En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.*

**Q-072** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications.*

**Q-073** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.*

**Q-074 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.*

**Q-075 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.*

**Q-076** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des services sociaux.*

**Q-077** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des services sociaux.*



**Q-078** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.*

**Q-079** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.*

**Q-080** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.*

**Q-081 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.**

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.*

**Q-082** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.*

**Q-083** Toutes sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

*L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.*

**Q-084** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.*

**Q-085 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.**

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture, Pêcheries et Alimentation du Québec.*



**Q-086** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.*

**Q-087** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.*

**Q-088 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022.**

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.*

**Q-089** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.*

**Q-090** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.*

**Q-091 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.**

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.*

**Q-092 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.**

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.*

**Q-093 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.**

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec.*



**Q-094** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.*

**Q-095 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.**

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.*

**Q-096 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020.**

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie.*

**Q-097** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.*

**Q-098** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.*

**Q-099** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.*

**Q-100** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.*

**Q-101** Toutes action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*



**Q-102** Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*

**Q-103** Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'électrification des transports.

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*

**Q-104** Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*

- Q-105** Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme :
- a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;**
  - b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021;**
  - c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**Q-106 Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**Q-107** Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2020-2021.

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**Q-108** Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.).

*Veillez référer à la réponse de la question 8 des Renseignements généraux.*

**Q-109** Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.

*Veillez référer à la réponse de la question 8 des Renseignements généraux.*



- Q-110** Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) :
- a) Liste des contrats;**
  - b) Nom du fournisseur;**
  - c) Montant déboursé.**

<i>Veillez référer à la réponse de la question 8 des Renseignements généraux.</i>
---

**Q-111 Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.**

**Dépense totale en 2020-2021 (au 31 mars 2021)**

100 630 \$

**Q-112** Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**Q-113 Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 :**

- a) Les sommes dépensées;**
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)**
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.**

**a) Les sommes dépensées :**

17 333 \$ : consultations externes dans le cadre du PAE  
112 \$ : deux conférences du comité PAE colline Parlementaire

**b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE) :**

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*

**c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.**

17 333 \$

*Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.*

**Q-114 Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 :**

- a) Total des dépenses réalisées;**
- b) Type de matériel de protection acquis (gants, gel, visières, etc.);**
- c) Liste des fournisseurs retenus;**
- d) Coûts d'installation;**
- e) Liste des contrats accordés et montants déboursés;**
- f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif.**

**a) Total des dépenses réalisées**

14 432 \$

**b) Type de matériel de protection acquis (gants, gel, visières, etc.)**

- Visières
- Gel
- Gants
- Masques
- Autres

**c) Liste des fournisseurs retenus**

- Novexco (Hamster)
- Staples Advantage
- Citron Hygiène LP

**d) Coûts d'installation**

Les coûts d'installation sont inclus dans le total des dépenses réalisées.

**e) Liste des contrats accordés et montants déboursés**

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif**

Un contrat d'approvisionnement peut être conclut de gré à gré si le montant est inférieur aux seuils d'appel d'offres déterminés par les accords de libéralisation.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

**Q-115 Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :**

- a) Le total des sommes dépensées;**
- b) Le nom des fournisseurs retenus;**
- c) La liste des contrats.**

**a) Le total des sommes dépensées**

Le total des sommes dépensées pour l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère en 2020-2021 est de 30 564 \$.

**b) Le nom des fournisseurs retenus**

Les fournisseurs ont été retenus par les propriétaires des édifices.

**c) La liste des contrats**

Aucun contrat n'a été signé en lien avec l'entretien ménager et la désinfection des locaux.

**Q-116 Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique ou l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) en lien avec la pandémie de la COVID-19.**

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*

**Q-117 Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.**

*Aucune visite de la CNESST au cours de l'année 2020-2021 et aucune mesure à mettre en place.*



**Q-118** Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public).

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*

**Q-119** Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021.

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*

- Q-120** Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :
- a) le nombre d'autorisations ;
  - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi ;
  - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi ;
  - d) le montant accordé ;
  - e) les motifs de la demande ;

Deux contrats ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre pour un dépassement de coût.

Nom de la firme	Montant du dépassement accordé	Motif de la demande
TechnoConseil (TC) inc.	204 636 \$	Une autorisation de dépassement de coût a été donnée en raison de la complexité des mandats qui ont généré des efforts supplémentaires
COÛT INITIAL DU CONTRAT : 175 000 \$		
COÛT TOTAL PAYÉ : 339 636 \$		

#### RAPPEL DES FAITS

- Le ministère des Finances avait jusqu'au 26 août 2021 sous contrat la firme Techno Conseil (TC) Inc. pouvant répondre à des besoins d'expertise visant différents projets pour l'accompagnement et la réalisation de solutions de niveau technologique et opérationnel.
- La complexité des mandats a généré des efforts supplémentaires quant aux analyses préalables pour assurer l'intégration et la conformité avec les orientations ministérielles (technologiques, sécurité, etc.).
- Pour donner suite à certaines analyses, des travaux supplémentaires ont été nécessaires :
  - Politique d'utilisation des technologies consolidée pour remplacer et actualiser l'ensemble des politiques et normes existantes ;
  - Avis de positionnement des outils infonuagiques de partage de fichiers SharePoint et OneDrive en comparaison avec l'actuel.
- Le contrat s'est terminé le 31 décembre 2020, avec une consommation de 339 636 \$, dépassant le montant maximal prévu de 164 636 \$.

- Q-120** Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :
- a) le nombre d'autorisations ;
  - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi ;
  - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi ;
  - d) le montant accordé ;
  - e) les motifs de la demande ;

Nom de la firme	Montant du dépassement accordé	Motif de la demande
Coarchitecture	7 589 \$	Une autorisation de dépassement de coût a été demandée en raison de l'élaboration du devis technique de l'appel d'offres public pour le nouvel ameublement
COÛT INITIAL DU CONTRAT : 150 000 \$		
COÛT TOTAL PAYÉ : 157 589 \$		

#### RAPPEL DES FAITS

- Le ministère des Finances a procédé à un appel d'offres public pour obtenir les services des architectes, entre autres, pour la relocalisation temporaire du ministère.
- Le contrat était d'une durée de 3 ans avec un estimé de dépenses à 150 000 \$. Étant donné que nous avons fait appel à Coarchitecture pour élaborer le devis technique de notre appel d'offres public pour acquérir de l'ameublement, il y a eu un dépassement de coût de 7 589,19 \$.
- Il était nécessaire de faire appel à des experts externes pour l'élaboration de ce devis technique, puisque le MFQ ne détient pas l'expertise nécessaire à l'interne.

*Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.*

- Q-121** Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant :
- a) le nom du professionnel ou de la firme;**
  - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);**
  - c) le coût;**
  - d) l'état de prestation des services;**
  - e) l'échéancier.**

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.*

**Q-122 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :**

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat
- c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

<i>Veuillez référer à la réponse de la question 008 des Renseignements généraux.</i>
--

- Q-123 Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2020-2021:**
- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;**
  - b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);**
  - c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;**
  - d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.**

*L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes.*

**Q-124 La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.**

- Le ministère des Finances (MFQ) a piloté 5 comités interministériels en 2020-2021.
- Il est à noter que lorsque des frais ont pu être encourus dans le cadre des travaux de comités, ils ont été, pour ce qui est du MFQ, comptabilisés dans les frais de fonctionnement du Ministère.

Nom du comité	Brève description	Liste des membres (si disponible)	Ministère responsable
1) Comité de suivi du crédit d'impôt pour la solidarité	<p>Ce comité a été créé pour donner suite à la recommandation du Vérificateur général du Québec.</p> <p>Au cours des rencontres de ce comité, d'autres crédits d'impôt remboursables et programmes budgétaires ont fait l'objet de discussions, soit : le crédit d'impôt pour frais de garde d'enfants, les crédits d'impôt offrant une prime au travail, le crédit d'impôt pour maintien à domicile des aînés et le programme Allocation-logement.</p>	<p>MFQ, Revenu Québec</p> <p>MFQ représenté par M. Jean-Pierre Simard, directeur général des politiques aux particuliers</p>	MFQ
2) Comité sur le soutien aux personnes lourdement handicapées	<p>Ce comité a été créé pour donner suite à l'orientation gouvernementale visant à soutenir davantage les familles avec enfants majeurs nécessitant des soins exceptionnels.</p> <p>Les travaux de ce comité ont conduit à la mise en place de plusieurs mesures dans le cadre du budget 2020-2021.</p>	<p>MFQ, MSSS, MTESS, Retraite Québec</p> <p>MFQ représenté par Mme Julie Gingras, sous-ministre adjointe aux politiques aux particuliers et à l'économie, M. Jean-Pierre Simard, directeur général des politiques aux particuliers, M. Gilbert Fontaine, directeur de la politique sociale, Mme Stéphanie Bélanger, professionnelle à la Direction de la politique sociale ainsi que Mme Carmen Crête, avocate à la Direction du droit fiscal</p>	MFQ
3) Comité de travail sur l'aide au maintien à domicile des aînés	<p>Ce comité a été créé afin d'examiner l'efficacité des mesures mises en place par le gouvernement du Québec à l'égard du maintien à domicile des aînés.</p> <p>Les travaux de ce comité ont conduit à la mise en place de plusieurs mesures dans le cadre du budget 2021-2022.</p>	<p>MFQ, MSSS, MAMH, SCT, TAL, Revenu Québec</p> <p>MFQ représenté par M<sup>me</sup> Julie Gingras, sous-ministre adjointe aux politiques aux particuliers et à l'économie, et M. Jean-Pierre Simard, directeur général des politiques aux particuliers</p> <p>M. Marc Grandisson, sous-ministre adjoint au droit fiscal, à l'optimisation des revenus et aux politiques locales et autochtones, et M. Luc Bilodeau, directeur du droit fiscal</p> <p>M. François Leclerc, sous-ministre adjoint à la politique budgétaire et M<sup>me</sup> Audrey Leclerc, directrice principale des politiques et des orientations budgétaires</p>	MFQ



Q-124 La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Nom du comité	Brève description	Liste des membres (si disponible)	Ministère responsable
4) Comité sur la modulation des allocations gratuites de droits d'émissions de GES	<p>Ce comité a été créé afin de déterminer les règles d'allocation gratuites de droits d'émissions de GES des grands émetteurs industriels pour la période 2024 à 2030.</p> <p>Ce comité est concomitant à celui sur les mesures d'accompagnement pour le secteur industriel, dont le MEI est responsable.</p> <p>Ces comités sont supervisés par un comité directeur qui inclut des représentants des diverses organisations présentes.</p>	<p>MFQ, MERN, MEI, Conseil de gestion du Fonds vert, MFFP, SPN, TEQ</p> <p>MFQ représenté par M<sup>me</sup> Julie Gingras, sous-ministre adjointe aux politiques aux particuliers et à l'économie</p>	MFQ, MELCC
5) Comité interministériel pour renforcer la transparence corporative (bénéficiaire ultime)	<p>Le comité de travail a été mis en place afin de proposer des mesures visant à renforcer la transparence corporative.</p> <p>Les travaux du comité ont mené à une annonce au budget de mars 2020. Cette annonce prévoit notamment l'obligation pour les entreprises de donner au REQ l'information sur les bénéficiaires ultimes.</p>	<p>MFQ, MTESS, REQ</p> <p>MFQ représenté par M. Marc Grandisson, sous-ministre adjoint au droit fiscal, à l'optimisation des revenus et aux politiques locales et autochtones et Luc Bilodeau, directeur du droit fiscal</p>	MFQ

**Q-125** Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*

**Q-126** Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

*L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et des organismes ainsi qu'au Rapport annuel d'activités 2020-2021 du Protecteur du citoyen.*

**Q-127** Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

*Veillez référer à la réponse de la question 15 m) des Renseignements généraux.*

**Q-128** Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

**a) Le nombre de stagiaires reçus**

En 2020-2021, le ministère des Finances a reçu 55 stagiaires.

**b) Les heures de stages effectués**

<i>Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.</i>
---

**c) La rémunération totale déboursée**

La rémunération totale déboursée pour les stagiaires en 2020-2021 s'élève à 331 016 \$

- Q-129 Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :**
- a) nombre total de véhicules;**
  - b) le type de véhicules;**
  - c) le nombre de véhicules hybrides;**
  - d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;**
  - e) le nombre de véhicules électriques.**

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*

- Q-130** Veuillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant :
- a) les sommes dépensées pour chaque action;**
  - b) le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en œuvre de chaque action.**

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.*

**Q-131 Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre, les nations représentées et l'objet de la rencontre.**

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*



**Q-132** Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon les sexes (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. Donner le coût pour effectuer chacun de ces analyses en ETC ou le montant du contrat octroyé.

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.*